

MICHEL BAKOUNINE et KARL MARX

1900

En 1895, Michel DRAGOMANOW écrivit qu'il était regrettable que la vie et l'action de BAKOUNINE eussent jusqu'alors été si peu mises en lumière, bien que vingt ans se fussent déjà écoulés depuis sa mort et qu'il eût compté, au cours de sa retentissante carrière, de nombreux amis et partisans dans la plupart des pays de l'Europe. Cette lacune, nous sommes heureux de le dire, est sur le point d'être comblée. Depuis plusieurs années le docteur Max NETTLAU travaille, en effet, à doter l'histoire révolutionnaire de notre siècle d'une *Biographie définitive* (1) de Michel BAKOUNINE qui n'était connu jusqu'ici - du grand public du moins... - que par les notices incomplètes et généralement hostiles des dictionnaires biographiques ou encyclopédiques, et surtout par la haine que lui ont vouée ses adversaires, par les calomnies sans nombre dont ils l'ont abreuvée durant sa vie et dont ils poursuivent encore sa mémoire. Dans ces derniers temps toutefois, on a publié une partie de sa correspondance et M. NETTLAU lui-même a édité quelques-uns de ses travaux théoriques ou polémiques.

Si BAKOUNINE a eu beaucoup d'ennemis qui ont usé, pour le combattre, d'armes trop souvent perfides et déloyales, il eut aussi, dans tous les pays, un nombre considérable d'amis et d'admirateurs, dont beaucoup vivent encore et qui luttèrent avec lui, sous son inspiration directe, pour l'affranchissement politique et social de l'humanité. Ceux-ci apprendront avec plaisir qu'un anarchiste, érudit et dévoué, que des circonstances exceptionnellement favorables ont mis à même de recueillir les documents les plus épars sur la vie et l'œuvre du grand révolutionnaire russe, ait entrepris de faire ce travail et de le faire d'une façon complète, digne à la fois de l'homme dont il s'agissait de retracer la carrière tourmentée et de la tâche grandiose à laquelle il consacra sa vie. Car il ne faut pas oublier qu'il fut le véritable fondateur du mouvement anarchiste en Europe et que tous ceux qui, aujourd'hui, se réclament des idées et des théories libertaires, dans tous les domaines de la pensée, procèdent directement de lui. En parlant ainsi, je n'oublie pas que THOMPSON, GODWIN, WARREN, PROUDHON, GRÜN, STIRNER, vingt autres ont apporté à la constitution théorique des doctrines libertaires les fruits de leurs fécondes méditations et que BAKOUNINE ne doit pas être considéré comme un penseur solitaire, arrivant de lui-même et par l'effort propre de son intelligence à créer toute une nouvelle conception du monde et de la société; ce que je veux dire cependant, c'est qu'il a eu sur la diffusion des doctrines libertaires dans l'Europe entière une influence tellement considérable, due surtout à son infatigable esprit de propagande, à son énergie indomptable et, il faut l'ajouter aussi, à ses qualités personnelles d'homme et d'ami, qu'on doit en toute justice le considérer comme un véritable initiateur. Et par une conséquence logique de sa pensée, en luttant pour l'affranchissement des masses dans l'Europe occidentale, avant et pendant la période d'efflorescence de l'*Association internationale des travailleurs*, il combattait également pour la libération des Slaves, parce qu'il était convaincu, contrairement à Karl MARX, que dans leur émancipation seule, et non dans la continuation et le maintien de leur oppression, résidait le gage le plus assuré de la liberté en Europe. Je dis contrairement à Karl MARX: on sait en effet que celui-ci, dans son chauvinisme borné, n'a cessé de voir dans le Slave «*l'ennemi héréditaire*» qu'il fallait à tout prix annihiler et détruire. C'est dans cet antagonisme aussi qu'il y a lieu de chercher, je crois, l'origine et la cause principale de l'hostilité qui a toujours existé entre les deux révolutionnaires.

(1) Le Dr. Max NETTLAU travaille depuis plus de trente ans, à une *Biographie* extrêmement documentée, définitive, du célèbre révolutionnaire russe. Malheureusement, l'œuvre considérable de notre ami ne sera pas aisément accessible au public. En effet, l'auteur n'en fait que cinquante exemplaires antocopiés... presque tous destinée aux grandes bibliothèques publiques d'Europe. (*partie de la note Note L.R.A d'août 1923*).

On croit généralement que MARX et BAKOUNINE ne devinrent des ennemis que depuis l'entrée de ce dernier à la section centrale de Genève de l'*Association internationale des travailleurs*, au mois de juillet 1868.

C'est là une erreur; MARX n'a pas cessé un instant de combattre, de calomnier surtout, BAKOUNINE depuis l'apparition de celui-ci sur la scène politique européenne, avant même sa participation aux révolutions allemandes de 1848 et 1849. Il a employé, pour annihiler son influence sans cesse grandissante, tous les moyens que pouvait inventer tour à tour son esprit astucieux, méchant et perfide, depuis le simple mensonge et la diffamation en apparence anodine jusqu'aux accusations les plus éhontées, les plus iniques et les plus révoltantes. Karl MARX a montré là, comme ailleurs du reste, qu'il avait bien suivi les leçons de ce David URQUHARD, qui fut son inspirateur et son conseiller en politique, de ce diplomate marron, rusé et fourbe, prétentieux et arrogant, rempli de morgue, de fiel et de mauvaise foi, prétendant à l'infailibilité et affilié, a-t-on dit, à l'ordre des *Jésuites* (2).

Je n'ai pas l'intention de rendre compte aujourd'hui du travail considérable, et inachevé du reste, du Dr NETTLAU; je me propose seulement de montrer, grâce aux documents recueillis par lui, que MARX n'a cessé de calomnier BAKOUNINE et que, dans la guerre acharnée qu'il a faite au révolutionnaire russe, il n'a jamais été de bonne foi.

Première partie:

BAKOUNINE avait déjà séjourné plusieurs années à l'étranger, en Allemagne, en Suisse, en Belgique, refusant d'obtempérer aux sommations réitérées du gouvernement russe d'avoir à rentrer dans son pays (3), lorsqu'il résolut de se fixer à Paris. Il y arriva dans le courant de juillet 1844 et y resta jusqu'au mois de décembre 1847. C'était l'époque où la bourgeoisie paraissait être arrivée au faite de sa puissance, où l'ordre et la tranquillité régnaient partout, où les partis d'opposition même semblaient affaiblis et épuisés.

«*Les républicains continuaient bien leurs conspirations*, dit BAKOUNINE dans un manuscrit inédit datant de 1871 (4), *mais on eût dit qu'ils ne conspiraient plus que pour leur propre plaisir, tant leurs conspirations paraissaient innocentes. La police de M. DUCHATEL, loin de les craindre, semblait les protéger et au besoin même les provoquer.*

Ce fut l'époque de la première apparition des livres et des idées de PROUDHON qui contenaient en germe, j'en demande bien pardon à M. Louis BLANC, son trop faible rival, ainsi qu'à M. MARX, son antagoniste jaloux, toute la révolution sociale, y compris surtout la Commune socialiste, destructive de l'État. Mais ils restèrent ignorés de la majorité des lecteurs. Les journaux radicaux de cette époque, le "National" et même la "Réforme", qui se disait démocrate socialiste, mais qui l'était à la manière de M. Louis BLANC, se gardèrent bien d'en dire un mot, soit de louange, soit même de blâme. Il y eut contre PROUDHON, de la part des représentants officiels du républicanisme, comme une conspiration du silence.

Ce fut aussi l'époque des leçons éloquentes mais stériles de MM. MICHELET et QUINET au Collège de France, dernière efflorescence d'un idéalisme sans doute plein d'aspirations généreuses, mais désormais condamné pour raison d'impuissance. Ils essayèrent un non-sens, prétendant établir la liberté, l'égalité et la fraternité des hommes sur les bases de la propriété, de l'État et du culte divin; Dieu, la propriété et l'État nous sont restés, mais en fait de liberté, d'égalité et de fraternité, nous n'avons que celles que nous donnent aujourd'hui Berlin, Saint-Pétersbourg et Versailles.

D'ailleurs, toutes ces théories n'occupèrent qu'une très infime minorité de la France. L'immense majorité des lecteurs ne s'en embarrassait guère, se contentant des romans sans fin d'Eugène SUE et d'Alexandre DUMAS qui remplissaient les feuillets des grands journaux: le "Constitutionnel", les "Débats" et la "Presse".

Ce fut l'époque surtout où fut inauguré, sur une échelle très large, le commerce des consciences. Louis-Philippe, DUCHATEL et GUIZOT achetèrent et payèrent le libéralisme légal et conservateur de la

(2) Julius FROEBEL, *Ein Lebenslauf (Une Vie)*, II, 36.

(3) «*Je n'ai plus de patrie, depuis que j'ai renoncé à la mienne, et pareil au Juif errant, je suivrai docilement la route que mon sort et mes croyances m'indiqueront. Il est impossible de se refaire une patrie: aussi ne me donnerai-je pas cette peine inutile, d'autant plus que je suis convaincu qu'elle (la Russie) est appelée à un grand rôle sur le champ sacré de la démocratie. Ce n'est qu'à cette condition que je l'aime...*». Lettre de BAKOUNINE à Emma SIEGMUND, 3 fév. 1843, NETTLAU, I, 64.

(4) Ce manuscrit devait faire suite aux «*Lettres à un Français*». NETTLAU, I, 65-66.

France, comme plus tard, le comte de Cavour acheta et paya l'unité italienne; ce que l'on appelait alors le pays légal en France, offrait en effet une ressemblance remarquable avec ce qui, en Italie aujourd'hui, s'appelle la "consorteria". C'est un ramassis de gens intéressés qui se sont vendus ou qui ne demandent pas mieux que de se vendre et qui ont transformé leur parlement national en une bourse, où ils vendent journellement leur pays en gros et en détail.

Le patriotisme se manifeste alors par des transactions commerciales, naturellement fatales au pays, mais très avantageuses pour les individus qui sont en état d'exercer ce commerce. Cela simplifie beaucoup la science politique, l'habileté gouvernementale se réduisant désormais à savoir choisir, parmi cette foule de consciences qui se présentent au marché, précisément celles dont l'acquisition est la plus profitable. On sait que Louis-Philippe usa largement de cet excellent moyen de gouvernement».

Il est vrai cependant qu'en dehors de cette bourgeoisie replète et jouisseuse, il y avait les saint-simoniens, les fouriéristes, les positivistes; PECQUEUR et VIDAL; VILLEGARDELLE, Flora TRISTAN et THORÉ; George SAND et Pierre LEROUX; BUCHEZ et les démocrates mystiques; BLANQUI, BARBÈS et RASPAIL; la «Réforme»; les communistes et les babouvistes autoritaires; CADET et DEZAMY, et un grand nombre d'autres représentants, plus ou moins autorisés, des diverses écoles ou tendances révolutionnaires.

C'est dans ce milieu qu'apparut BAKOUNINE, qui s'était déjà trouvé en rapport, en Russie, avec les groupes les plus avancés, en Allemagne, avec les adeptes du radicalisme philosophique, en Suisse, avec WEITLING et les communistes et qui était de même entré déjà en relations avec les membres influents de l'émigration polonaise. Partout, il était aimé et estimé; tous ceux qui l'approchaient subissaient l'ascendant, le charme magnétique de sa puissante nature. Il était de ceux à qui l'on se donne et pour qui l'on se dévoue.

Après l'interdiction des «Annales» d'Arnold RUGE à Dresde, et de la «Gazette Rhénane» de Karl MARX à Cologne, les deux écrivains allemands fondèrent à Paris, en 1844, les «Annales franco-allemandes» (5), revue à laquelle collabora BAKOUNINE, puis, après la disparition de celle-ci, Henri BORNSTEIN publia un journal hebdomadaire, «Vorwärts», autour duquel il groupa A. RUGE, Karl MARX, le poète HERWEGH, Michel BAKOUNINE, VEERTH, G. WEBER, le Dr EVERBECK, J. BURGERS, Frédéric ENGELS (6).

A ce moment-là déjà, MARX qui s'était brouillé avec RUGE (7) et le criblait maintenant d'invectives et d'injures, commença à faire à Michel BAKOUNINE une guerre sourde, à coups de petits papiers, de billets compromettants venus en ne sait d'où et destinés à tuer plus sûrement que les polémiques les plus vives et les plus retentissantes. Une occasion unique allait bientôt s'offrir à ce maître calomniateur d'empoisonner à toujours la vie de cet honnête homme qui donna de sa loyauté politique, de sa sincérité révolutionnaire, des gages pour le moins aussi sûrs, et plus éclatants certes, que Karl MARX n'en donna jamais de la sienne.

Au commencement de 1845, alors que MARX était déjà occupé secrètement à distiller son venin contre BAKOUNINE, l'empereur de Russie, sur la proposition du Sénat dirigeant, rendit un ukase portant que: «attendu que les nobles GOLOVINE et BAKOUNINE ont publié en France des écrits révolutionnaires contre le gouvernement russe et que malgré les sommations réitérées à eux faites ils ne sont pas revenus dans leur patrie, ils sont déclarés déchus de tous leurs droits civiques et nobiliaires, que tous les biens immeubles qu'ils possédaient dans l'Empire, seront confisqués au profit de l'État et que si jamais on les retrouve sur le territoire russe, ils seront transportés en Sibérie pour y demeurer exilés tout le reste de leurs jours» (8). Dans une lettre du 27 janvier 1845, adressée à la «Réforme», BAKOUNINE s'exprime ainsi au sujet de cet ukase:

«Ma position personnelle est très simple. Lors de mon séjour en Allemagne et en Suisse je fus dénoncé

(5) *Deutsch-Französische Jahrbücher*, herausgegeben von Arnold RUGE und Karl MARX, Paris, rue Vanneau, 22. 1844. Imprimerie Works et Cie, boulevard Pigalle, 46.

(6) M. BORNSTEIN, *Fünf und siebenzig Jahre*, I, 338 - NETTLAU, I, 64.

(7) De tout temps, Karl MARX a calomnié et diffamé ses adversaires; ses polémiques contre Arnold RUGE, les frères BAUER, Karl GRÜN, PROUDHON, HEINZEN, WILLICH, Karl VOGT sont des modèles, si je puis m'exprimer ainsi, de basse méchanceté et d'insigne mauvaise foi, qui n'ont été dépassés que par sa campagne haineuse contre BAKOUNINE. Ce n'est pas seulement dans des polémiques avec ses adversaires que MARX diffamait et calomniait, mais dans ses œuvres purement scientifiques comme *le Capital*, il éprouvait aussi le besoin malsain de glisser des notes injurieuses à l'adresse de ceux qui lui déplaisaient. C'est ainsi qu'en peut lire à la page 615 de la 1^{ère} édition du *Capital* une note peu flatteuse pour «le demi-russe et moscovite entier Alexandre HERZEN qui espérait amener la régénération de l'Europe par l'emploi du knout russe». Ce passage a été heureusement supprimé dès la deuxième édition de l'ouvrage.

(8) *Gazette des Tribunaux*, 15 janvier 1845.

auprès du gouvernement russe, comme ami intime de quelques publicistes allemands appartenant au parti radical, comme auteur de quelques articles de journaux (9) et surtout comme partisan de cette nationalité polonaise, si noble et si malheureuse, et comme ennemi déclaré de l'odieuse oppression dont elle continue d'être la victime, toutes choses fort peu criminelles sans doute, mais bien suffisantes néanmoins, pour mettre en émoi un gouvernement aussi jaloux de l'amour et du respect de ses sujets que le nôtre. Aussi, me signifia-t-il bientôt l'ordre de me rendre à Saint-Pétersbourg, en me menaçant, en cas de désobéissance, de toute la sévérité des lois. Je savais ce qui m'attendait à mon retour; de plus, préférant l'air plus libre de l'Europe occidentale à l'atmosphère étouffante de la Russie, j'avais depuis longtemps déjà la ferme intention de m'expatrier. Je répondis donc par un refus net, dont je prévoyais dès lors toutes les conséquences: je n'ignorais pas que, conformément aux lois qui gouvernent mon pays, je commettais, en désobéissant au gouvernement, presque un crime de lèse-majesté; j'aurais donc bien mauvaise grâce de me plaindre maintenant d'un ukase qui vient, dit-on, de me priver de mon titre de noblesse et de m'exiler en Sibérie, d'autant plus que, de ces deux punitions, je regarde la première comme un véritable bienfait, et la seconde, comme une raison de plus de me féliciter d'être en France».

BAKOUNINE n'eut pas à se féliciter longtemps de la chance heureuse qui lui permettait de vivre à Paris; le gouvernement russe allait bientôt intimer à la France l'ordre de le persécuter à son tour. Il le fit à l'occasion du discours, resté célèbre, qu'il prononça à la grande assemblée des Polonais, rue Saint-Honoré n°352, le 29 novembre 1847. Dans une lettre inédite qu'il écrivit plus tard (10) à ce sujet, il s'exprima ainsi:

«Au mois de novembre 1847, les émigrés polonais résidant à Paris, s'étaient réunis selon l'habitude, pour célébrer l'anniversaire de leur révolution. J'étais déjà émigré, et faisant ma première apparition en public, je profitai de cette occasion pour prononcer un discours dans le but de leur démontrer cette vérité, pour moi plus que jamais incontestable, qu'entre les intérêts de l'empire des czars et ceux des populations russes et non russes qui y sont enfermées, il y a une contradiction absolue, que la puissance des czars est en rapport inverse avec leur liberté, leur propriété, leur bien-être et que par conséquent le triomphe de la révolution polonaise, précisément parce qu'il porterait un coup mortel à cet empire, serait un bonheur pour ces peuples. Partant de cette conviction, au nom de la démocratie russe, j'offris aux Polonais une alliance révolutionnaire. Mon sujet m'ayant naturellement amené à parler de l'empereur Nicolas, dont la main de fer pesait également sur nous tous, je le maltraitai quelque peu, ou plutôt je le traitai selon son mérite en l'appelant le bourreau d'une immense quantité de victimes. Je ne m'imaginai pas alors que l'empereur Nicolas pût être dépassé dans cette voie de sang et de boue. Alexandre II, son successeur et son fils, s'est chargé de nous en démontrer la possibilité, car durant les cinq dernières années de son règne, de 1862 à 1867, il a fait piller, emprisonner, déporter, torturer et massacrer dix fois plus d'innocentes et nobles victimes polonaises et russes, hommes, femmes, enfants et vieillards, que son terrible père, justement renommé pour sa cruauté, ne l'avait fait pendant son règne qui a duré plus de trente ans... A l'époque où je prononçai mon premier speech, la France semblait marcher en pleine réaction. M. GUIZOT et M. le comte DUCHATEL étaient ministres, l'un des affaires étrangères, l'autre de l'intérieur. Issu d'une révolution, Louis-Philippe, par un système de corruption savamment combiné et habilement appliqué pendant dix-sept ans, était enfin parvenu à démoraliser si complètement l'immense majorité des 300.000 électeurs qui constituaient alors ce qu'on appelait le pays légal, que les Chambres, devenues esclaves du pouvoir, comme elles le sont encore aujourd'hui, votaient en aveugles tout ce que leur demandaient les ministres. Appuyé sur cette majorité corrompue, le gouvernement croyait pouvoir impunément se moquer des besoins, des souffrances et du mécontentement unanime d'un peuple de trente millions d'hommes, privé de droits politiques, et on le voyait prendre déjà, à l'intérieur de la France, toutes les allures d'un gouvernement despotique. A l'extérieur, M. GUIZOT, tout fier d'avoir conclu le mariage espagnol, par lequel il croyait être rentré dans les vieilles traditions de la grande politique française et avoir rattaché le règne de Louis-Philippe à celui de Louis XIV, - M. GUIZOT, dis-je, avait rompu l'alliance anglaise, que l'opinion publique avait considéré comme la condition d'une politique libérale, et faisait tous les efforts possibles pour se concilier les bonnes grâces des trois cours despotiques du Nord. C'était l'époque de la guerre des cantons radicaux de la Suisse contre le Sonderbund et des premiers symptômes de la résurrection italienne. La diplomatie de la Sainte Alliance profitant des dispositions serviles du ministère français, avait conclu avec lui un pacte secret contre la liberté de l'Europe».

Parlant au nom de la partie la plus éclairée du peuple russe, BAKOUNINE s'adressa à ses frères de Pologne comme autrefois, en 1824, les nobles martyrs décabristes l'avaient fait, dans le but de combattre ensemble le despotisme et la tyrannie et de rendre la liberté et l'indépendance à soixante millions d'hommes

(9) Articles dans les «*Deutsche Jahrbücher*», de A. RUGE, dans le «*Schweizerischer Republikaner*» et dans les «*Deutsch-französische Jahrbücher*» de A. RUGE et K. MARX, - Cf. NETTLAU, II, Notes, p. 252 (n° 2522).

(10) Lettre à JANELLI du 29 mai 1867 - NETTLAU, I, 76.

courbés sous une main de fer, et il termina sa harangue enflammée par ces mots: «*La réconciliation de la Russie et de la Pologne est une œuvre immense et bien digne qu'on s'y dévoue tout entier. C'est l'émancipation de soixante millions d'habitants, c'est la délivrance de tous les peuples slaves qui gémissent sous un joug étranger, c'est enfin la chute, la chute définitive du despotisme en Europe. Qu'il vienne donc ce grand jour de réconciliation, le jour où les Russes, unis à vous par les mêmes sentiments, combattant pour la même cause et contre un ennemi commun, auront le droit d'entonner avec vous votre air national polonais, cet hymne de la liberté slave: "JESZEZE POLSKA NIE ZGINELA!"*»

Ce discours, publié le 5 décembre 1847, eut un immense retentissement. Le conseil des Ministres, sur la demande formelle de la légation russe, décréta l'expulsion de BAKOUNINE. Celui-ci voulut connaître les motifs de cette mesure de proscription: on ne répondit pas à ses lettres. Hippolyte VAVIN, de son côté, adressa une épître violente à M. GUIZOT, annonçant son intention de l'interpeller et déclarant qu'il ne cesserait de réclamer l'abrogation de cette loi des suspects, triste héritage du Directoire. A la Chambre des Pairs, le 10 janvier 1848, le Comte d'Alton Shee posa au ministère la question de savoir s'il avait cédé aux exigences de la légation russe ou à un mouvement de servilité spontanée, s'il y avait eu, de la part du président du conseil, obéissance ou galanterie (11). Le 4 février suivant, lors de la discussion de l'interpellation d'Hippolyte VAVIN et de Ferdinand de LASTEYRIE, M. GUIZOT, président du conseil, cita cette phrase du discours de BAKOUNINE: «*On voudrait, Messieurs, que vous appelassiez l'empereur Nicolas votre frère, lui l'oppresseur, l'ennemi le plus acharné, l'ennemi personnel de la Pologne, le bourreau de tant de victimes, celui qui vous poursuit avec une infernale persévérance, autant par haine que par politique*», et prétendit que ce passage et d'autres semblables avaient motivé l'expulsion de leur auteur, tandis que M. DUCHATEL, ministre de l'intérieur, parla du révolutionnaire russe en des termes équivoques et méprisants. Lorsqu'on lui fit remarquer la contradiction évidente qui existait dans les deux discours ministériels, il se borna à répondre par ces mots tout aussi insultants pour BAKOUNINE: «*Quant au fait de l'expulsion, le gouvernement a eu des motifs très sérieux de la prononcer, et je ne puis ni ne dois rendre compte de ces motifs*». BAKOUNINE écrivit aussitôt de Bruxelles (12) où il s'était réfugié, sa lettre à M. le Comte DUCHATEL, dans laquelle il se plaignit, non de la mesure prise contre lui et qu'il trouvait naturelle, mais des réticences du ministre de l'intérieur dans sa réponse aux interpellateurs. Il lui portait le défi public de donner, de son expulsion, une seule raison qui ne fut pas honorable. Le ministre, selon son habitude, ne répondit pas et quinze jours après, la Révolution le balaya, lui et les autres, du pouvoir.

Qu'y avait-il sous les réticences du ministre? tout simplement ceci: le gouvernement ayant demandé des informations sur le compte de BAKOUNINE, M. KISSELEFF, représentant de la Russie à Paris, avait répondu: «*C'est un homme qui ne manque pas de talent, nous l'avons employé, mais aujourd'hui, il est allé trop loin et nous ne pouvons plus souffrir sa présence à Paris*». Le même KISSELEFF avait du reste essayé de répandre aussi dans l'émigration polonaise le bruit que BAKOUNINE n'était ni plus ni moins qu'un agent russe (13). Or, qui était ce KISSELEFF? Un ami intime de la famille von WESTPHALEN, - et Jenny von WESTPHALEN avait épousé Karl MARX!

(11) D'ALTON SHEE, *Souvenirs de 1847-48*, I, 95. - NETTLAU, I, 77.

(12) Lettre du 7 février 1848. NETTLAU, I, 78.

(13) Cf. NETTLAU, I, 77.